

AFFAIRE HACENE FELLAH AU TRIBUNAL D'ANNABA

Les peines réduites de moitié en appel

La peine prononcée en première instance à l'encontre de Hacène Fellah, opérateur économique activant dans la récupération et la commercialisation des déchets ferreux et ex-vice-président de l'APW d'Annaba (RND), a été réduite de moitié lors du procès en appel.

Elle passe de 10 ans de prison ferme à 5 ans, assortie toutefois d'une amende de 5 milliards de dinars (bien 5 milliards de DA). Ouvert à 9h, ce jeudi, au tribunal criminel d'Annaba, le procès n'a pris fin que vers 19h avec la prononciation du verdict. Après le pourvoi en cassation introduit par le collectif des avocats de la défense, cette affaire a été requalifiée.

De crime, elle passe à délit. Dans cette affaire, il est reproché à Hacène Fellah, la fraude et l'évasion fiscale, faux et usage de faux de documents commerciaux, l'octroi d'avantages indus à de tierces personnes et la complicité dans la dilapidation et détournement de biens privés. Le deuxième mis en cause, Dj B., directeur général de l'entreprise Fersid d'ArcelorMittal El Hadjar, est, pour sa part, poursuivi pour

dilapidation de biens privés et d'avoir bénéficié d'un avantage indu. Sa peine a été réduite de 3 ans de prison ferme en première instance à 2 ans de prison. Quant à M. S., chauffeur et garde du corps de Hacène Fellah, condamné lors du premier procès à un an de prison ferme pour usurpation de fonction d'un corps constitué, il a bénéficié lui aussi d'une réduction de moitié de sa première peine. Le tribunal a prononcé un acquittement pour les deux opérateurs dans la récupération des déchets ferreux dont la peine a été fixée en première instance à 2 ans de prison ferme. Ils rejoignent les trois accusés dans cette affaire, un ex-responsable et deux agents de sécurité d'ArcelorMittal, poursuivis pour vol, et qui ont déjà bénéficié d'un acquittement au cours du premier procès. A l'issue des audi-

tions, le représentant du ministère public avait requis les mêmes peines que celles prononcées lors du premier procès.

A leur tour, les hommes du prétoire ont mis tous les atouts du côté de leurs mandants à travers des plaidoiries où rien n'a été laissé au hasard, d'où ces réductions de peine, notamment pour Hacene Fellah.

La défense était constituée d'un groupe d'avocats chevronnés du barreau d'Annaba dont notamment maîtres Taleb Nouredine, ex-bâtonnier de la région Est, Mohamed Salah Farah, Abderrazak Youcef Khodja et Abderrahmane Boutamine. Lors de leurs plaidoiries, ils ont insisté sur certains aspects qui n'ont pas été pris en considération par l'instruction, selon leurs dires, et qui auraient permis aux accusés de bénéficier de la liberté. Ils estiment que certains de ces aspects auraient totalement blanchi leurs mandants. Ainsi, pour la défense de Hacene Fellah, maître Taleb relèvera l'absence dans ce procès du notaire

ayant établi une procuration d'une personne décédée, que l'un des récupérateurs-livreurs a utilisée pour livrer de la ferraille à son mandant. Le même procédé a été utilisé pour le registre du commerce et l'identification fiscale du défunt. Comme il soulignera que l'expertise demandée par la justice, contrairement aux affirmations du début attribuant à son mandant 1 200 milliards de centimes de fraude et l'évasion fiscale, puis 500 milliards, n'a finalement relevé que la somme de 8 milliards de centimes. Par son questionnement, sa gestuelle et ses envolées lyriques qui donnent encore plus de noblesse au métier d'avocat, celui qui est habitué à défendre des accusés dans des affaires toujours aussi lourdes les unes que les autres, a su plaider pour réduire la peine de son mandant de moitié. Par son argumentation, il donna un cour magistral de sciences juridiques aux présents dans la salle du tribunal criminel de la cour de justice d'Annaba.

A. Bouacha

RÉSIDENCE UNIVERSITAIRE 2000 LITS POUR FILLES

Des conditions d'hébergement qui laissent à désirer à El Tarf

Selon des étudiantes qui résident à la cité universitaire 2000 lits pour filles, les conditions d'hébergement ne sont pas acceptables et ne reflètent guère les investissements consentis par le ministère de tutelle.

«Le chauffage central ne fonctionne pas et nos chambres se sont transformées en véritables chambres froides pour fruits et légumes, en ce

début de saison hivernale. Nous avons souvent recours, pour un peu de chaleur, aux bouteilles de gaz butane de 3 kg.

Aussi, l'hygiène fait cruellement défaut, il faut savoir que les femmes de ménage ne font pas sérieusement leur travail. C'est souvent une tâche exécutée à la va-vite», ont affirmé, mordicus, des étudiantes de la cité en question.

Et d'ajouter pour mieux enfoncer le clou : «Même la nourriture est en deçà de nos attentes,

et ce, nonobstant les montants colossaux consacrés par l'Etat à ce volet. Beaucoup d'étudiantes cuisinent dans leurs chambres. Étudier demande de la bonne nourriture, c'est un grand effort cérébral.».

Ainsi, le quotidien des étudiantes de la résidence 2000 lits est pénible à bien des égards et les responsables concernés n'ont rien entrepris de concret pour y remédier.

D. A.

JIJEL

Une anarchie organisée à Taher

Le commerce informel dans la «ville» de Taher prend de plus en plus de l'ampleur, en dépit de la démarche prônée par les pouvoirs publics visant la résorption de ce commerce spontané qui échappe à toutes formes de contrôle et qui représente un important manque à gagner pour le Trésor public.

Le visiteur de cette ville sera frappé par l'anarchie qui règne à chaque coin de rue de la troisième commune de la wilaya en matière de population : des trottoirs sont squattés par de nombreux vendeurs à la sauvette qui imposent leur loi face à l'absence de l'Etat. Ils vendent n'importe quoi et n'importe comment : une vraie pagaille au su et au vu de tous. Les avis sont unanimes à dire que cette ville, ou plutôt ce souk est le modèle-type de l'anarchie organisée : des trottoirs de différentes artères du centre-ville sont constamment squattés par une «armée» de vendeurs à la sauvette qui exposent leurs différentes marchandises dans

des conditions d'hygiène déplorables : on trouve des produits périssables à 18 heures et des marchandises exposées à même le sol transgressant à toutes les conditions de la pratique commerciale. En empruntant le chemin de wilaya 135 reliant la daïra de Taher à celle de Chekfa, nous avons été désagréablement surpris par ce qui se passe à la sortie Est de ladite ville : le lieu de stationnement des bus desservant les lignes Taher-Chekfa, Djimar - Chehna s'est transformé en un souk à ciel ouvert où on trouve des ustensiles de cuisine et des légumes et fruits, des sous-vêtements pour femmes, des voitures et camions sta-

tionnés dans les deux sens. Des vendeurs à la sauvette dressent leurs étals devant les portes d'accès de bus desservant la ligne Taher-Djimar, Taher, Chekfa, Taher-Zouitina. Nous avons du mal à se frayer un chemin au milieu de cette Dlala qui se tient quotidiennement sous le nez des agents de l'ordre. Pour anecdote, le marché hebdomadaire de cette commune se tient chaque lundi au milieu du chemin de wilaya 135 reliant la daïra de Taher à celle de Chekfa. Un choix qui exprime la gestion hasardeuse de la chose publique dans une commune dont le pouvoir de décision demeure entre les mains d'un puissant lobby d'affairistes qui intervient même dans l'élaboration du plan de circulation. A cet effet, le nouveau maire aura du pain sur la planche pour remettre de l'ordre dans ce souk, péjorativement parlant, et lutter contre» ce lobby intouchable» dont

les parrains font la pluie et le beau temps dans une commune où la loi est un vain mot. Une commune où on a du mal à trouver des mots pour exprimer ses..... maux.

Bouhali Med Cherif

SKIKDA

Projets récemment lancés, défaillances déjà constatées

L'année n'est pas clôturée et déjà des travaux réalisés, récemment, comment à présenter des défaillances.

Il suffit d'arpenter la ville pour s'en convaincre. Tous contents de relever que beaucoup de projets de revêtement de routes ont été entamés, les citoyens n'en furent que dépités de voir la réapparition immédiate des nids-de-poule et autres caractéristiques de sous-développement.

Les conducteurs ne se seraient pas encore familiarisés avec des voies bien bitumées que déjà le chancellement à bord des véhicules a refait surface. La pente de la cité Bakir Tebbal (Ex-Espérance) menant vers Bouyala, en passant par la cité Rabah-Debbah, en est l'illustration parfaite.

Connaissant l'intensité du trafic, la vitesse de rallye caractérisant les moyens de transport en commun et l'absence de trottoirs pour les passants, trois facteurs déjà générateurs de dangers auxquels est venu se greffer l'état déplorable des routes, on ne peut que, et là n'est nullement notre vœu, inscrire des prémonitions d'hécatombe dans l'élaboration de nos bilans. Les exemples sont légion. A notre humble avis, lancer des projets c'est bien, bien les réaliser et les entretenir, c'est mieux.

Zaid Zoheir

LUTTE ANTI-DROGUE À GUELMA

Des centaines d'arrestations et une importante saisie de kif traité et de psychotropes

La cellule de communication de la Sûreté de wilaya a communiqué cette semaine, le bilan de la lutte contre le trafic de stupéfiants. Ce bilan recense les dernières statistiques disponibles en la matière, arrêtées au 30 novembre dernier. Le nombre d'infractions à la législation sur les stupéfiants a connu un accroissement cette année, avec 234 affaires traitées. En comparaison, 164 faits avaient été recensés pour l'année 2011. Les indicateurs paraissent en hausse, qu'il s'agisse du trafic ou de l'usage des stupéfiants. Cette évolution est due vraisemblablement à l'accroissement de la pression exercée par les éléments de la police judiciaire de Guelma, qui a fait progresser le nombre d'interpellations, et donc d'affaires élucidées. Cette action de lutte anti-drogue lancée ces derniers mois a permis également, la saisie de plus de 4 kg de kif traité et de 1 973 comprimés psychotropes, apprend-on de même source.

Nouredine Guergour

EL TARF

Un nouveau site touristique de premier plan grâce à la technique des géotubes

La placette mitoyenne à la plage appelée communément la Piscine, sise au centre-ville d'El Kala, est en train de se transformer au fil du temps, en un lieu de rendez-vous et de rencontres incontournable pour les romantiques et les amoureux de la grande bleue.

Il faut savoir que la placette en question a vu le jour, grâce à une opération de protection et de confortement des talus de la plage la Piscine, dans le cadre du programme sectoriel décentralisé, et ce, pour un montant de 80 millions de dinars. Cette opération a permis la construction d'un ouvrage en béton pour la protection du rivage, et ce, afin d'éviter de potentiels affaissements de terrain avec tous les dégâts possibles, pouvant menacer directement les habitations adjacentes à ladite plage. Au pied dudit

ouvrage, une muraille de plusieurs mètres de hauteur a été érigée par l'entreprise réalisatrice les établissements Djefal Hocine, qui a procédé à la mise en place de géotubes au pied des fondations. Ces géotubes sont une structure tubulaire en géotextile qu'on immerge dans le sable, en vue de provoquer l'amortissement des vagues érosives et l'ensablement de la plage en question. Une technique novatrice qui peut être généralisée aux autres plages situées au cœur de la ville d'El Kala, à l'image du site la

Grande Plage et la plage El Mordjane dont l'aménagement est en train de connaître une multitude d'affaissements et de déformations de terrain.

De fait, la ville d'El Kala doit être prise dans son ensemble pour une étude approfondie de son littoral, dès lors qu'elle subit une érosion côtière. Cette avancée de la mer est due à plusieurs facteurs dont la construction du nouveau port de pêche, l'exploitation irrationnelle de la zone côtière (vol de sable, etc.) et l'élévation naturelle du niveau de la mer. Ainsi, le projet de confortement du talus de la plage la Piscine est un modèle à méditer et à prendre en considération, dans la protection du littoral.

Daoud Allam